

pas en faveur de la Macédoine, ils se trouveront acculés à jouer le tout pour le tout. Nous avons vu qu'il y a, dans leurs plaintes, une part de vérité. L'acte résolu d'une puissance secondaire, mais bien armée, comme la Bulgarie, peut, au milieu de l'indécision générale, mettre le feu aux poudres. Il est plus probable que la Bulgarie, escomptant le désir de paix qui est si général et si vif en Europe, cherchera à intimider les grandes puissances et élèvera la voix pour obtenir, en Macédoine, les réformes nécessaires, et peut-être pour s'assurer, à elle-même, certains avantages. Retenons donc qu'une intervention brusque de la Bulgarie, surtout si elle se sentait soutenue par quelque grande puissance, peut, dans l'état actuel de l'Europe, précipiter les solutions, déchaîner les catastrophes.

La France, dans toutes les crises successives de la question d'Orient, est peut-être la seule dont le point de vue, les intérêts et la ligne de conduite n'aient pas varié. Nous sommes, comme nous l'avons toujours été, partisans de l'intégrité de l'Empire ottoman où nous avons à sauvegarder de si importants intérêts économiques et moraux ; nous nous attachons à ce principe — M. Pichon l'affirmait encore dernièrement à la tribune de la Chambre — comme au seul qui soit compatible avec le maintien de la paix générale, avec la sauvegarde de nos intérêts et le développement de notre influence.

Mais nous avons toujours demandé et souvent obtenu que la Porte accorde, aux populations qui vivent sous sa souveraineté, des conditions conformes à la justice et au droit qu'ont à la vie tous les peuples, quelles que soient leur origine et leur religion. Souveraineté du Sultan et réformes nous ont toujours paru être les deux aspects d'une même politique. Le